

Les pays représentés ici aujourd'hui ont la responsabilité de près des trois quarts des échanges mondiaux. Ils voient peser de graves menaces sur le système du commerce international. Ils devront donc unir leurs efforts pour relever les défis qui leur sont ainsi posés.

Depuis près de quatre décennies, nos pays oeuvrent à l'élaboration d'un système multilatéral ouvert d'échanges commerciaux, fondé sur l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT). Durant ces années, chacun de nos pays a profité des principes fondamentaux de la non-discrimination et de la transparence. Les séries de négociations commerciales multilatérales auxquelles nous avons successivement procédé, ont permis de réduire substantiellement et, dans certains cas, d'éliminer les obstacles au commerce. Elles ont également rendu possible les augmentations spectaculaires des échanges mondiaux dont nous avons été témoins au fil des ans et qui, prises globalement, revêtent une importance capitale pour notre bien-être économique. Nous aurons bientôt mis en place toutes les mesures de libéralisation des échanges dont nous avons convenu au cours de la série de négociations commerciales multilatérales de Tokyo.

Cependant, nous sommes aujourd'hui confrontés à de graves pressions protectionnistes, qui viennent aggraver la persistance de hauts niveaux de chômage et d'importantes fluctuations des taux de change. Nous devons résister à ces pressions, sans quoi nous verrons s'accroître les rigidités structurelles, et les perspectives de notre objectif commun d'une croissance non-inflationniste durable seront compromises.

A cet égard, la publication de l'étude sur les "Coûts et avantages du protectionisme" montre combien les distortions engendrées par les mesures de protection sont coûteuses.

Le Canada est résolu à contrer les pressions protectionnistes et à démanteler les mesures qui restreignent les échanges ou qui en dénaturent les termes. L'année prochaine, les pays Membres de l'OCDE devraient poursuivre leurs efforts pour déterminer les mesures possibles de libéralisation des échanges.

L'amélioration des conditions d'accès des pays en développement, notamment des plus démunis, aux marchés de l'OCDE, devrait demeurer une haute priorité. Le gouvernement